

Rapport financier semestriel 2018



Sommaire

I. Attestation du responsable	3
II. Rapport semestriel d'activité.....	4
Activité	4
Résultats.....	5
Situation financière	5
Financements.....	5
Perspectives 2018.....	5
Principaux risques – transactions entre parties liées	5
III. Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2018	6
Bilan consolidé	6
Compte de résultat consolidé	7
Etat du résultat global	8
Variation des capitaux propres consolidés	9
Tableau des flux de trésorerie consolidés	10
Notes aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2018	11
IV. Rapport des Commissaires aux comptes.....	27

I. Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 29 août 2018

Benoît de Ruffray

Administrateur – Président-directeur général

II. Rapport semestriel d'activité

Activité

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à plus de 7,6 milliards d'euros sur le premier semestre, en hausse de 9,4 % à structure réelle et de 6,4 % à périmètre et change constants.

L'activité des Travaux est en hausse de 9,7 % à plus de 6,2 milliards d'euros (+ 6,0 % à périmètre et change constants).

Le chiffre d'affaires atteint 4,3 milliards d'euros en France (+ 1,5 % à structure réelle et + 0,9 % à périmètre et change constants) et plus de 1,9 milliard d'euros à l'international qui progresse de 33,7 %, dont 14,0 % - soit 203 millions d'euros - dus aux acquisitions réalisées en Espagne (EDS), aux Pays-Bas (Kropman), en Suisse (Priora) et hors d'Europe (Eiffage Génie Civil Marine).

Dans la branche Construction, l'activité est en hausse de 4,0 % à 1,84 milliard d'euros.

En retrait de 5,3 % en France, elle progresse de 49,2 % en Europe (+ 22,9 % hors Priora), principalement au Benelux.

En immobilier, les réservations de logements atteignent 2 237 unités contre 2 080 au premier semestre 2017.

Dans la branche Infrastructures, le chiffre d'affaires croît de 15,1 % à 2,48 milliards d'euros.

En hausse globale de 8,0 % en France, l'activité progresse de 3,6 % dans la Route, de 17,2 % dans le Génie civil - du fait, notamment, de la montée en puissance des travaux sur le Grand Paris Express - et de 2,1 % dans le Métal. La branche poursuit par ailleurs son expansion à l'international (+ 28,8 %, dont + 9,2 % en Europe).

Dans la branche Énergie Systèmes, l'activité est en hausse de 8,9 % à 1,94 milliard d'euros, dont + 2,1 % en France et + 31,4 % à l'international (+ 17,5 % à périmètre et change constants).

Dans les Concessions, la progression du trafic autoroutier (+ 4,6 % chez APRR, + 5,6 % sur l'Autoroute A65, +0,5% sur le viaduc de Millau et + 31,4 % de transactions sur l'Autoroute de l'Avenir au Sénégal) et l'activité générée par les autres concessions et opérations de Partenariat Public-Privé permettent d'afficher une croissance significative de 7,9 % à 1,4 milliard d'euros.

Ces chiffres semestriels bénéficient d'un deuxième trimestre particulièrement dynamique (+ 12,6 %), en Travaux (+13,8 %) comme en Concessions (+ 7,2 %).

Millions d'euros	Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2017*	Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2018	Variations	
			Structure réelle	Périmètre et change constants
Construction	1 764	1 835	+4,0%	-0,5%
<i>dont immobilier</i>	332	369		
Infrastructures	2 152	2 476	+15,1%	+11,2%
Energie Systèmes	1 777	1 935	+8,9%	+6,0%
Total travaux	5 693	6 246	+9,7%	+6,0%
Concessions (hors IFRIC 12)	1 296	1 399	+7,9%	+8,4%
Total groupe (hors IFRIC 12)	6 989	7 645	+9,4%	+6,4%
Dont :				
. France	5 522	5 684	+2,9%	+2,5%
. International	1 467	1 961	+33,7%	+21,0%
<i>dont Europe</i>	1 273	1 584	+24,4%	+14,5%
<i>dont Hors Europe</i>	194	377	+94,3%	+63,1%
Chiffre d'affaires « Construction » des Concessions (IFRIC 12)	175	128		n.s.

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

Résultats

Le résultat opérationnel courant s'établit à 806 millions d'euros, en progression de 11,2 % (+ 19,3 % dans les Travaux pour un chiffre d'affaires en croissance de 9,7 %).

Dans la branche Construction, la marge opérationnelle est stable à 3,6 %, aussi bien en France qu'en Europe. Dans la branche Infrastructures, la marge, traditionnellement négative au premier semestre, s'établit à - 1,3 % (-1,8% en juin 2017), portée par la dynamique de croissance dans le Génie civil et la Route, en France comme à l'international.

Dans la branche Énergie Systèmes, la rentabilité opérationnelle continue de progresser en France et hors de France pour atteindre 3,4 % (3,2 % en juin 2017).

Au total des Travaux, la marge opérationnelle ressort à 1,6 % contre 1,5 % en juin 2017.

Dans les Concessions, la marge opérationnelle est en hausse à 51,3 % (50,3 % en juin 2017), grâce notamment à l'augmentation significative du trafic autoroutier. APRR affiche ainsi une marge d'Ebitda en augmentation à 76,0 % (75,4 % en juin 2017).

Le coût de l'endettement financier net baisse de 24 millions d'euros au semestre grâce aux refinancements des échéances de dette du Groupe intervenus au cours des derniers 18 mois.

Cette réduction des frais financiers ainsi que la baisse des charges opérationnelles non courantes portent le résultat net part du Groupe à 217 millions d'euros (173 millions d'euros en juin 2017), en croissance de 25,4 %.

Situation financière

L'endettement financier net, hors juste valeur de la dette CNA et des swaps, s'élève à 11,0 milliards d'euros, en baisse de 501 millions d'euros sur 12 mois. Cette dette est presque exclusivement logée dans les Concessions, sans recours sur Eiffage. La trésorerie nette de la holding et des branches Travaux est positive de 95 millions d'euros (76 millions d'euros à fin juin 2017), alors que le Groupe a investi 161 millions d'euros dans ses opérations de croissance externe (contre 23 millions en juin 2017).

Le cash-flow libre est traditionnellement négatif au premier semestre compte tenu de l'incidence de la variation saisonnière du besoin en fonds de roulement de 537 millions d'euros (432 millions d'euros au 30 juin 2017) impacté par la forte croissance des métiers de Travaux.

La liquidité du Groupe s'établit à 2,7 milliards d'euros et est constituée d'une trésorerie nette disponible de 1,7 milliard d'euros et d'une ligne de crédit non utilisée d'1 milliard d'euros (réduite à 0,92 milliard d'euros la dernière année) à échéance de septembre 2021.

Financements

Afin de compléter, étendre et diversifier les sources de financement du Groupe, Eiffage a mis en place, fin juin 2018, un programme d'1 milliard d'euros de titres négociables à moyen terme (NEU MTN – Negotiable European Medium Term Notes).

Par ailleurs, fin juillet 2018, A'Liéonor, concessionnaire de l'autoroute A65 Pau-Langon jusqu'en 2067, a finalisé avec succès le refinancement de sa dette, par la mise en place d'un crédit de 825 millions d'euros sur 10 ans auprès de 11 banques, confortant ainsi sa structure financière.

Perspectives 2018

Le carnet de commandes des Travaux s'élève à 14,4 milliards d'euros, en hausse de 22 % sur un an (+ 2 % sur 3 mois). Il assure 13,4 mois d'activité aux branches Travaux, contre 12,0 mois au 30 juin 2017. Les prises de commandes ont été portées, en France, par les contrats du Grand Paris Express, dont le lot 1 de la ligne 16 (1,7 milliard d'euros) et par une bonne dynamique des filiales du Groupe en Europe. Le carnet de commandes se trouve également renforcé de l'apport significatif des croissances externes réalisées sur le semestre.

Le Groupe confirme donc les perspectives de croissance de son activité et une nouvelle progression de ses résultats en Travaux et en Concessions (hors ajustement des impôts différés non courants) sur l'ensemble de l'année 2018.

Principaux risques – transactions entre parties liées

Les facteurs de risques auxquels le Groupe est soumis sont exposés aux pages 129 à 133 du document de référence 2017 de la société enregistré sous le n° D.18-0262. Il n'y a pas, à la date du présent rapport financier, de modification ou d'incertitude relative à ces risques, susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du 2^{ème} semestre 2018. L'appréciation de l'exposition du Groupe à des covenants financiers est détaillée dans la note 10 des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2018.

Les transactions entre parties liées sont exposées en note 15.

III. Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2018

Bilan consolidé

En millions d'euros

Actif	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017*
Actif non courant			
Immobilisations corporelles		1 690	1 649
Immeubles de placement		3	3
Immobilisations incorporelles du domaine concédé		11 044	11 181
Goodwill		3 214	2 995
Autres immobilisations incorporelles		188	182
Participations dans les sociétés mises en équivalence	7	169	169
Actifs financiers sur accords de concession de services non courants	10	1 644	1 680
Autres actifs financiers	10	174	189
Impôts différés	8	271	238
Total actif non courant		18 397	18 286
Actif courant			
Stocks		718	683
Clients et autres débiteurs		5 406	4 977
Impôts courants		240	206
Actifs financiers sur accords de concession de services courants	10	55	50
Autres actifs		1 458	1 287
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10-11	3 100	4 537
Total actif courant		10 977	11 740
Total de l'actif		29 374	30 026
Capitaux propres et passif			
		30 juin 2018	31 décembre 2017*
Capitaux propres			
Capital	9	392	392
Réserves consolidées		3 954	3 509
Cumul des autres éléments du résultat global		(134)	(159)
Résultat de l'exercice		217	548
Capitaux propres part du Groupe		4 429	4 290
Participations ne donnant pas le contrôle		902	847
Total des capitaux propres		5 331	5 137
Passif non courant			
Emprunts	10-12	10 925	12 119
Impôts différés	8	894	881
Provisions non courantes	13	637	625
Autres passifs non courants		152	150
Total passif non courant		12 608	13 775
Passif courant			
Fournisseurs et autres créanciers		3 512	3 278
Emprunts et dettes financières diverses	10-12	2 001	1 428
Partie à moins d'un an des emprunts non courants	10-12	1 312	1 590
Dettes d'impôt sur le résultat		115	131
Provisions courantes	13	534	569
Autres passifs		3 961	4 118
Total passif courant		11 435	11 114
Total des capitaux propres et passifs		29 374	30 026

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

Compte de résultat consolidé

En millions d'euros

	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017*
Produit des activités opérationnelles (1)	5	7 800	7 134
Autres produits de l'activité		2	1
Achats consommés		(1 388)	(1 299)
Charges de personnel		(1 744)	(1 663)
Charges externes		(3 257)	(2 931)
Impôts et taxes		(207)	(197)
Dotations aux amortissements		(435)	(411)
Dotations aux provisions (nettes de reprises)		2	(18)
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis		(7)	41
Autres produits et charges d'exploitation		40	68
Résultat opérationnel courant		806	725
Autres produits et charges opérationnels		(20)	(24)
Résultat opérationnel		786	701
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		6	8
Coût de l'endettement financier brut		(229)	(255)
Coût de l'endettement financier net		(223)	(247)
Autres produits et charges financiers		(12)	(7)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		4	2
Impôt sur le résultat		(179)	(142)
Résultat net		376	307
- Part du Groupe		217	173
- Participations ne donnant pas le contrôle		159	134
(1) Dont chiffre d'affaires "construction" des concessions IFRIC 12 :		128	175
Résultat revenant aux actionnaires de la société, en euros, par action :			
Résultat de base par action (part du Groupe)		2,24	1,84
Résultat dilué par action (part du Groupe)		2,20	1,79

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

Etat du résultat global

En millions d'euros

	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017*
Résultat net		376	307
Eléments non recyclables en résultat net			
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies		-	-
Impôt sur éléments non recyclables		-	-
Quote-part des gains et pertes sur éléments non recyclables des sociétés mises en équivalence		-	-
Eléments recyclables en résultat net			
Ecart de conversion		(3)	3
Réévaluation des instruments dérivés de couverture (1)		81	95
Impôts sur éléments recyclables		(28)	(32)
Quote-part des gains et pertes sur éléments recyclables des sociétés mises en équivalence		1	10
Autres éléments du résultat global		51	76
Résultat global		427	383
- Part du Groupe		242	221
- Participations ne donnant pas le contrôle		185	163
<i>*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"</i>			
(1) Dont montant recyclé en résultat net de la période		(91)	(103)

Variation des capitaux propres consolidés

En millions d'euros

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Instruments financiers	Avantages du personnel	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2017*	392	566	2 923	2	(195)	(44)	3 644	623	4 267
Opérations sur capital	-	3	-	-	-	-	3	1	4
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	165	-	-	-	165	-	165
Paiements fondés sur des actions	-	-	4	-	-	-	4	-	4
Distribution	-	-	(144)	-	-	-	(144)	(1)	(145)
Acquisitions et autres variations de minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transactions avec les actionnaires	-	3	25	-	-	-	28	-	28
Résultat net de la période	-	-	173	-	-	-	173	134	307
Autres éléments du résultat global	-	-	-	3	44	-	47	29	76
Résultat global	-	-	173	3	44	-	220	163	383
Capitaux propres au 30/06/2017*	392	569	3 121	5	(151)	(44)	3 892	786	4 678

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

En millions d'euros

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Instruments financiers	Avantages du personnel	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2018*	392	569	3 488	5	(114)	(50)	4 290	847	5 137
Opérations sur capital	-	(7)	-	-	-	-	(7)	1	(6)
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	93	-	-	-	93	-	93
Paiements fondés sur des actions	-	-	8	-	-	-	8	-	8
Distribution	-	-	(197)	-	-	-	(197)	(131)	(328)
Acquisitions et autres variations de minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transactions avec les actionnaires	-	(7)	(96)	-	-	-	(103)	(130)	(233)
Résultat net de la période	-	-	217	-	-	-	217	159	376
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(3)	28	-	25	26	51
Résultat global	-	-	217	(3)	28	0	242	185	427
Capitaux propres au 30/06/2018	392	562	3 609	2	(86)	(50)	4 429	902	5 331

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	Notes	juin 2018	juin 2017*
<i>En millions d'euros</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		4 391	4 319
Incidence des variations de cours des devises		-	-
Trésorerie d'ouverture corrigée		4 391	4 319
Résultat net		376	307
Résultat des sociétés mises en équivalence		(4)	(2)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		5	8
Dotations aux amortissements		372	368
Dotations nettes aux provisions		(29)	13
Autres résultats sans effet sur la trésorerie		14	5
Résultat sur cessions		1	(8)
Autofinancement		735	691
Charge nette d'intérêts		212	236
Intérêts versés		(306)	(373)
Charge d'impôt sur le résultat		179	142
Impôt sur le résultat payé		(285)	(290)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(537)	(432)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (I)		(2)	(26)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(131)	(127)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles du domaine concédé		(124)	(134)
Acquisitions d'immobilisations financières		(21)	(162)
Cessions et diminutions d'immobilisations		57	43
Investissements opérationnels nets (1)		(219)	(380)
Acquisitions de titres de participation		(262)	(25)
Cessions de titres de participation et d'actifs correspondant à des cessions d'activité		1	1
Trésorerie des entités acquises / cédées		69	1
Investissements financiers nets		(192)	(23)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (II)		(411)	(403)
Dividendes versés aux actionnaires		(328)	(145)
Augmentation de capital		144	161
Acquisitions / cessions d'intérêts minoritaires		(2)	-
Rachats et reventes d'actions propres		(58)	8
Remboursement d'emprunts (1)		(1 609)	(1 748)
Emission d'emprunts (1)		748	953
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (III)		(1 105)	(771)
Variation de trésorerie (I + II + III)		(1 518)	(1 200)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	11	2 873	3 119

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

(1) Les postes "Remboursement d'emprunts" et "Emission d'emprunts" intègrent pour le groupe Financière Eiffarie respectivement (1 410) millions d'euros et 505 millions d'euros sur le 1er semestre 2018 et (1 589) millions d'euros et 600 millions d'euros sur le 1er semestre 2017.

Notes aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2018

(Sauf indication contraire tous les chiffres cités sont exprimés en millions d'euros)

1. Informations générales

Le siège social du Groupe Eiffage est situé 3-7, place de l'Europe à Vélizy-Villacoublay (78140), France.

Ses actions sont cotées sur Euronext Paris compartiment A.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les six mois écoulés au 30 juin 2018 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 août 2018.

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2017 sont disponibles sur le site web www.eiffage.com ou sur demande au Siège Social.

Faits significatifs du 1^{er} semestre 2018

Au cours du 1er semestre 2018, Eiffage SA a annulé 1 937 350 actions auto-détenues et a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe en France et à l'étranger, ayant conduit à l'émission de 1 933 584 actions de 4 euros de nominal chacune. A l'issue de ces opérations, le capital social de la société Eiffage SA s'élève à 392 000 000 euros.

Le Groupe Eiffage a poursuivi son développement à l'international :

Eiffage Energie Systèmes a acquis 51% de l'entreprise Kropman (153 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2017), acteur de référence au Pays-Bas dans l'énergie.

Eiffage Construction a acquis la société Piora AG (environ 340 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2017), un des leaders de la construction en Suisse alémanique.

2. Saisonnalité de l'activité

Les métiers exercés par le Groupe sont affectés par la saisonnalité de leur activité, en particulier dans les domaines des travaux routiers en raison des conditions climatiques moins favorables sur le 1er semestre et des concessions autoroutières en raison du trafic plus élevé constaté au cours de la période estivale du début du 2ème semestre. Le chiffre d'affaires et le résultat du 1er semestre ne peuvent pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

La saisonnalité de l'activité se traduit par ailleurs par une consommation de trésorerie d'exploitation au cours du 1er semestre.

L'impact de cette saisonnalité ne fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels.

3. Principes et méthodes comptables appliqués aux comptes intermédiaires résumés et normes utilisées

Les comptes intermédiaires résumés au 30 juin 2018 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2017.

Le Groupe a appliqué les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour l'exercice 2017 à l'exception des normes, amendements et interprétations applicables au 1^{er} janvier 2018 :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »
- IFRS 9 « Instruments financiers »
- IFRIC 22 « Paiement d'avance sur transactions en devises »
- Amendements à IFRS 2 « Classement et évaluation des paiements sur base d'actions »
- Amendements à IAS 40 « Transfert d'immeubles de placement »
- Améliorations annuelles « Cycle 2014-2016 »

Le Groupe a appliqué IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » selon la méthode rétrospective en comptabilisant l'impact cumulatif d'application de la nouvelle norme au début de la première période comparative présentée soit au 1^{er} janvier 2017. Les impacts sur les bilans d'ouverture, sur les comptes de résultat et les tableaux des flux de trésorerie comparatifs sont présentés dans les proformas figurant en note 18.

Les méthodes de comptabilisation utilisées pour constater le chiffre d'affaires et la marge dans les métiers des travaux n'ont pas évolué :

- chaque contrat fait majoritairement l'objet d'une seule obligation de performance
- la mesure de l'avancement, qu'elle soit physique ou par les coûts traduit le transfert progressif du contrôle au client.

Les principaux changements sur les comptes concernent :

- le métier de la promotion immobilière avec notamment la prise en compte du terrain dans la mesure de l'avancement du chiffre d'affaires dès la signature de l'acte notarié ; au titre de 2017, l'application d'IFRS 15 se traduit par une augmentation du chiffre d'affaires proforma de 118 millions d'euros et des impacts dans les capitaux propres au 1^{er} janvier et au 31 décembre 2017 non matériels. Les impacts sur les comptes proformas semestriels 2017 ne sont pas matériels.
- dans le cadre des contrats pluriannuels de partenariats public-privé, le chiffre d'affaires au titre du gros entretien et réparations est comptabilisé selon le rythme des travaux effectués et non plus sur la base de la facturation ; en contrepartie, aucune provision n'est constituée ; sur 2017, une diminution du chiffre d'affaires de 12 millions d'euros est constatée (6 millions au 30 juin 2017) sans impact sur le résultat net.

Par ailleurs, le carnet de commandes fera l'objet d'une publication dans les comptes annuels 2018; par rapport aux informations extra-comptables publiées auparavant le carnet de commandes évolue :

- pour la promotion immobilière, il est majoré d'un montant de 0,7 milliard d'euros au titre de 2017 (0,6 milliard au 30 juin 2017) correspondant aux actes notariés, non pris en compte jusqu'ici ;
- pour les concessions, il est majoré d'un montant d'1,1 milliard d'euros au 30 juin et au 31 décembre 2017 correspondant aux prestations d'exploitation et de maintenance obtenues dans le cadre de contrats pluriannuels de partenariats publics privés, y compris le gros entretien et réparations sur la durée totale des contrats, non prises en compte jusqu'ici ;
- pour les travaux, il est minoré de 0,8 milliard d'euros au titre de 2017 (1,1 milliard d'euros au 30 juin 2017) pour retraiter notamment :
 - les marchés à bons de commandes non valorisés qui faisaient jusqu'ici l'objet d'une estimation raisonnable
 - les tranches conditionnelles sur marchés signés, prises en compte jusqu'ici lorsque leur réalisation était hautement probable
 - la part non affermie de marchés de conception-construction, prise en compte jusqu'ici lorsque sa réalisation était hautement probable.

A propos d'IFRS 9 « Instruments financiers », les nouveaux modèles de classification des actifs financiers prévus par la norme (coût amorti - juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global - juste valeur par résultat) ne génèrent pas d'impacts significatifs sur les comptes. IFRS 9 fait également évoluer les règles de dépréciation des actifs financiers, imposant un modèle tenant compte des pertes de crédit attendues. L'impact sur les dépréciations des créances commerciales est non significatif pour le Groupe.

Pour les passifs financiers, dans le cadre de refinancement de dettes, lorsque celui-ci est comptablement analysé comme la poursuite d'une dette antérieure alors l'écart entre les cash-flows avant et après renégociation doit être constaté en résultat à la date de la renégociation ; la charge d'intérêts sur les années futures est constatée au taux d'origine. Les dettes existantes au bilan du 31 décembre 2017 ont été analysées pour définir le traitement applicable aux refinancements ayant eu lieu depuis la mise en place du crédit d'origine.

La première application d'IFRS 9 n'a aucune incidence pour le Groupe ; en effet, l'analyse menée au regard des nouvelles dispositions d'IFRS 9 a confirmé le traitement de l'ensemble des opérations de refinancement antérieures au 1^{er} janvier 2018 comme des extinctions de dettes.

Le Groupe continue d'appliquer les règles relatives à la comptabilité de couverture d'IAS39 conformément à la possibilité offerte par IFRS 9.

Au sujet d'IFRS 16 « Contrats de location », norme d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019, une étude d'impact est en cours avec le recensement des contrats concernés.

4. Estimations et jugements comptables significatifs

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans l'environnement économique et financier actuel qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Elles concernent essentiellement :

- l'avancement des contrats de construction et l'évaluation du résultat à terminaison (clients à l'actif, autres dettes au passif, produits au compte de résultat).
Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, contrat par contrat, sur le fondement des informations disponibles, en tenant compte des contraintes techniques et contractuelles propres à chaque contrat.
Les coûts engagés, ceux qui restent à supporter et les coûts éventuels de garanties sont analysés, et leur évaluation repose sur la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour remplir les obligations contractuelles du Groupe ;
- les provisions et notamment les provisions pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés ou les calculs prennent en compte les taux d'actualisation et les indices d'indexation des contrats de travaux ;
- la valorisation des paiements en actions reposant sur des hypothèses actuarielles (volatilité, taux d'intérêt, progression du dividende) ;
- le calcul des avantages du personnel (taux d'actualisation, inflation, taux de progression des salaires) ;
- les calculs de perte de valeur : principales hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables (modèle, taux d'actualisation) ;
- la recouvrabilité des actifs d'impôts différés.

5. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction selon les différents métiers exercés à savoir :

- Construction : aménagement urbain, conception-construction de bâtiments, promotion immobilière, maintenance et travaux services ;
- Infrastructures : génie civil, conception-construction routière et ferroviaire, assainissement, terrassement et construction métallique ;
- Energie Systèmes : conception, réalisation, intégration et exploitation maintenance de systèmes et d'équipements d'énergies et de télécommunications ;
- Concessions : construction et gestion d'ouvrages dans le cadre de contrats de concession et de partenariats public-privé ;
- Holding : gestion des participations et services aux sociétés du Groupe.

5.1 Premier semestre 2018

Par secteur d'activité

	Construction	Infrastructures	Energie Syst	Concessions	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat							
Produit des activités opérationnelles - brut	1 839	2 558	1 878	1 522	3	-	7 800
Ventes inter-secteur	20	31	51	3	70	(175)	-
Produit des activités opérationnelles	1 859	2 589	1 929	1 525	73	(175)	7 800
Résultat opérationnel courant	66	(33)	66	718	(11)	-	806
Résultat opérationnel	58	(40)	62	718	(12)	-	786

Par zone géographique

	France	Europe	Autres pays
Produit des activités opérationnelles	5 985	1 555	260

5.2 Premier semestre 2017

Par secteur d'activité

	Construction	Infrastructures	Energie Syst	Concessions	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat*							
Produit des activités opérationnelles - brut	1 795	2 135	1 729	1 472	3	-	7 134
Ventes inter-secteur	16	32	47	-	70	(165)	-
Produit des activités opérationnelles	1 811	2 167	1 776	1 472	73	(165)	7 134
Résultat opérationnel courant	64	(38)	57	652	(10)	-	725
Résultat opérationnel	56	(49)	52	652	(10)	-	701

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

Par zone géographique

	France	Europe	Autres pays
Produit des activités opérationnelles*	5 780	1 268	86

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

6. Evolution du périmètre de consolidation

La croissance externe du 1er semestre 2018 concerne principalement le secteur Construction avec l'acquisition de société Priora AG et le secteur Energie Systèmes avec l'acquisition du groupe Kropman et de la société EDS Ingeniera y Montajes en Espagne.

Les incidences globalisées ci-dessous intègrent principalement l'exploitation sur le 1er semestre 2018 des sociétés acquises dans l'année à compter de leur entrée dans le périmètre ainsi que l'exploitation des sociétés intégrées fin 2017, notamment la société Eiffage Génie Civil (reprise des activités de travaux maritimes de Saipem).

Incidence des évolutions de périmètre sur les comptes au 30 juin 2018

Sur les postes du bilan :

- actifs non courants 21 millions d'euros ;
- actifs courants 248 millions d'euros ;
- passifs non courants 62 millions d'euros ;
- passifs courants 189 millions d'euros.

Sur l'exploitation :

- chiffre d'affaires 221 millions d'euros ;
- résultat opérationnel 4 millions d'euros ;
- coût de l'endettement financier net 4 millions d'euros ;
- résultat net 6 millions d'euros.

Le coût global des acquisitions et cessions de la période est de 215 millions d'euros.

7. Variation des participations dans les sociétés mises en équivalence

Au 1 ^{er} janvier 2018*	169
Résultat de la période	4
Dividendes distribués	(5)
Augmentation de capital	-
Variation de juste valeur des instruments financiers	1
Autres	-
Au 30 juin 2018	169

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

8. Impôts différés

	30 juin 2018	31 décembre 2017*
Actifs	271	238
Passifs	894	881
Position nette passive	623	643

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

9. Capital social

Le capital social est composé de 98 000 000 actions entièrement libérées, toutes de même catégorie, de 4 euros de nominal chacune.

	Nombre d'actions total	Dont actions Autodétenues	Nombre d'actions en circulation
Au 1er janvier 2018	98 003 766	(1 895 422)	96 108 344
Augmentation de capital réservée aux salariés	1 933 584	-	1 933 584
Achat - vente - attribution - annulation d'actions autodétenues	(1 937 350)	1 597 889	(339 461)
Au 30 juin 2018	98 000 000	(297 533)	97 702 467

Au cours du 1er semestre 2018, au titre des plans d'options et d'actions gratuites, le Groupe a procédé à l'acquisition de 828 846 titres Eiffage et l'attribution de 497 448 titres Eiffage.

Dans le cadre du contrat de liquidité, 1 129 139 actions Eiffage ont été achetées et 1 121 076 vendues.

	Nombre d'actions total	Dont actions Autodétenues	Nombre d'actions en circulation
Au 1er janvier 2017	98 082 265	(5 120 485)	92 961 780
Augmentation de capital réservée aux salariés	2 921 501	-	2 921 501
Achat - vente - attribution - annulation d'actions autodétenues	(3 000 000)	3 404 449	404 449
Au 30 juin 2017	98 003 766	(1 716 036)	96 287 730

Au cours du 1er semestre 2017, au titre des plans d'options, le Groupe a procédé à l'attribution de 475 973 titres.

Dans le cadre du contrat de liquidité, 1 290 176 actions Eiffage ont été achetées et 1 218 652 vendues.

10. Actifs et passifs financiers

30 juin 2018

Actifs Financiers	Catégories Comptables (1)					Mode de détermination de la juste valeur			
	Valeur au bilan	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Prêts et créances	Instruments financiers de couverture	Juste Valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
							Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données non observables
Actifs financiers non courants	1 818	129	-	1 689	-	1 818	1 818		
Actifs financiers courants	55	-	-	55	-	55	55		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 100	-	3 100	-	-	3 100	487	2 613	
Total	4 973	129	3 100	1 744	-	4 973	487	4 486	

(1) Il n'a été procédé à aucun reclassement entre les différentes catégories d'actifs financiers. De plus, le Groupe ne détient pas d'actifs entrant dans la catégorie "Actifs détenus jusqu'à leur échéance".

Passifs financiers	Catégories Comptables					Mode de détermination de la juste valeur		
	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti	Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Instruments financiers de couverture	Juste Valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
						Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données non observables
Emprunts non courants	10 925 (1)	10 790	-	135 (2)	11 281		11 281	
Emprunts et autres financements courants	3 313 (1)	3 313	-	-	3 313		3 313	
Total	14 238	14 103	-	135	14 594		14 594	

(1) Dont 9 266 représentant le montant à 100 % de la dette de l'ensemble Financière Eiffage.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. Au 30 juin 2018, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,5 milliards d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement LGV BPL, A'Liénoir, Stade Pierre-Mauroy, Grande Arche de la Défense) sur des maturités s'échelonnant de 2018 à 2043.

31 décembre 2017

Actifs Financiers	Catégories Comptables (1)					Mode de détermination de la juste valeur			
	Valeur au bilan	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Prêts et créances	Instruments financiers de couverture	Juste Valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
							Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données non observables
Actifs financiers non courants	1 869	142	-	1 724	3	1 869		1 869	
Actifs financiers courants	50	-	-	50	-	50		50	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 537	-	4 537	-	-	4 537	1 395	3 142	
Total	6 456	142	4 537	1 774	3	6 456	1 395	5 061	

(1) Au cours de l'exercice 2017, il n'a été procédé à aucun reclassement entre les différentes catégories d'actifs financiers. De plus, le Groupe ne détient pas d'actifs entrant dans la catégorie « actifs détenus jusqu'à leur échéance ».

Passifs financiers	Catégories Comptables				Mode de détermination de la juste valeur			
	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti	Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Instruments financiers de couverture	Juste Valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
						Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données non observables
Emprunts non courants	12 119 (1)	11 974	-	145 (2)	12 513		12 513	
Emprunts et autres financements courants	3 018 (1)	2 940	-	78	3 018		3 018	
Total	15 137	14 914	-	223	15 531		15 531	

(1) Dont 10 339 représentant le montant à 100 % de la dette de l'ensemble Financière Eiffarie.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. En 2017, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 4,8 milliards d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement Eiffarie-APRR, LGV BPL, A'Liéonor, Stade Pierre-Mauroy, Grande Arche de la Défense) sur des maturités s'échelonnant de 2018 à 2043 dont une part significative arrivant à échéance en 2018.

Covenants financiers

Eiffarie, vis-à-vis des prêteurs de sa convention de crédit d'un montant de 1,5 milliards d'euros mise en place en février 2015, et APRR vis-à-vis de la Caisse Nationale des Autoroutes, de la BEI et des prêteurs de ses crédits bancaires, se sont engagés au respect par le groupe APRR des deux ratios suivants :

- Dette nette / EBITDA doit rester inférieur à 7 ;
- EBITDA / charges financières nettes doit rester supérieur à 2,2.

Au 30 juin 2018, ces deux ratios s'établissent respectivement à 3,8 et à 11,2.

Le non-respect de l'un de ces ratios serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette du groupe Eiffarie.

VP2, société mère de la Compagnie Eiffage du viaduc de Millau, s'est engagée vis-à-vis des prêteurs dans le cadre des financements mis en place en juillet 2007 pour un montant total de 573 millions d'euros, au respect d'un certain nombre de ratios calculés semestriellement par référence à un modèle financier et répondant à des définitions contractuelles spécifiques :

- Ratio de couverture annuelle du service de la dette, au titre de l'année précédant la date de calcul et de chacune des cinq années suivantes, supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio de couverture de la dette, calculé sur la durée des prêts, supérieur ou égal à 1,15 ;
- Ratio de couverture de la dette, calculé sur la durée de la concession, supérieur ou égal à 1,25.

Lors du dernier calcul réalisé en Décembre 2017, VP2 a satisfait à l'ensemble des contraintes avec des valeurs respectivement comprises entre 1,22 et 1,51 pour le premier ratio et s'établissant respectivement à 1,58 et 2,16 pour les deuxième et troisième ratios.

Le non-respect de l'un de ces ratios serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette de la société VP2.

Dans le cadre de la convention de crédit signée pour la concession de la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon-Pau de l'autoroute A65, **A'lienor** s'est engagée à respecter un certain nombre de ratios financiers.

- Ratio de fonds propres 20/80 (minimum de 20 % d'apports en fonds propres pour 80 % d'encours de crédit à terme).

Ce ratio s'établit à 25,1 / 74,9 au 30 Avril 2018.

- Ratio de couverture des intérêts historique (faisant appel à des termes répondant à des définitions contractuelles spécifiques) est au minimum égal à 1 à chacune des dates de paiement d'intérêts.
- Ratio de couverture des intérêts prévisionnel (faisant appel à des termes répondant à des définitions contractuelles spécifiques) est au minimum égal à 1 à chacune des dates de paiement d'intérêts.

Lors du dernier calcul, réalisé à l'échéance du 26 avril 2018, A'lienor a satisfait à l'ensemble de ces deux contraintes avec des valeurs minimales à 1 pour chacune.

Le non-respect de ces ratios serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité de la dette de la société A'lienor.

Eiffinov est une société dédiée au financement, à la conception, à la réalisation, à l'entretien, à la maintenance et à l'exploitation technique des ouvrages relatifs au projet Campus Grand Lille. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 23 décembre 2013, Eiffinov s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à maintenir les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition intervenue le 8 juillet 2016 et chaque 30 juin et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,15.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2018, ces ratios s'établissent respectivement à 1,46 ; 1,34 et 1,35.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Eiffinov.

Eiffage Rail Express (ERE) est une société dédiée au financement, à la conception, la construction, le fonctionnement, l'entretien, la maintenance et le renouvellement de la ligne ferroviaire à grande vitesse Bretagne - Pays de la Loire. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 28 juillet 2011, Eiffage Rail Express s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à respecter les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition intervenue le 15 mai 2017 et chaque 30 juin et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2018, ces ratios s'établissent respectivement à 2,49 ; 2,28 et 1,75.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Eiffage Rail Express.

Armanéo est une société dédiée à une partie du financement pour permettre les travaux de restauration et de mise en valeur, l'entretien, la maintenance de l'ensemble immobilier dénommé "Tête Défense-nord", situé à Puteaux (Hauts de Seine). Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 30 septembre 2014, Armanéo s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à respecter les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition intervenue le 31 mars 2017 et chaque 31 janvier, 30 avril, 31 juillet et 31 octobre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.

Lors du calcul réalisé au 30 avril 2018, ces ratios s'établissent respectivement à 1,77 ; 1,70 et 1,83.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Armanéo.

Cologen est une société dédiée au financement, à la conception, la construction, l'entretien et la maintenance, le gros entretien renouvellement de plusieurs ouvrages relevant de trois opérations distinctes du projet des Collèges du Var, sur les sites de Carcès, Saint-Raphaël et La Seyne-Sur-Mer. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 17 décembre 2015, Cologen s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à respecter les ratios ci-dessous, à compter de la première mise à disposition intervenue le 31 juillet 2017 et chaque 30 juin et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,20 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,20 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,20.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2018, ces ratios s'établissent respectivement à 1,46 ; 1,66 et 1,28.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Cologen.

Melaudix est une société dédiée à une partie du financement, la transformation, la réhabilitation, la construction, l'entretien, la maintenance et l'exploitation technique d'un ensemble de bâtiments et d'espaces universitaires relatif au projet Quartier des facultés, situé à Aix-en-Provence. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 6 mai 2014, Melaudix s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à maintenir les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition intervenue le 8 juillet 2016 et chaque 30 juin et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2018, ces ratios s'établissent respectivement à 1,98 ; 2,48 et 1,53.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Melaudix.

Melotech est une société dédiée à une partie du financement, la réalisation, la construction, l'entretien, la maintenance et l'exploitation technique d'un ensemble d'ouvrages relevant de deux opérations distinctes relatif au projet de l'UFR MIM et du LEM3, situé à Metz. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 27 février 2015, Melotech s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à maintenir les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition intervenue le 31 mai 2017 et chaque 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,15.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2018, ces ratios s'établissent respectivement à 1,90 ; 1,37 et 1,47.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Melotech.

Par ailleurs, le programme de titrisation de créances commerciales d'un montant maximum de 600 millions d'euros dont dispose Eiffage est utilisé à hauteur de 439 millions d'euros au 30 juin 2018. La disponibilité de cette ligne n'est pas subordonnée au respect de ratios financiers.

11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

30 juin 2018

31 décembre 2017

		30 juin 2018	31 décembre 2017
Actif			
Valeurs mobilières de placement (1)		487	1 395
Disponibilités (1)		2 613	3 142
	(I)	3 100	4 537
Passif			
Soldes créditeurs de banque	(II)	227	146
Trésorerie à la clôture	(I – II)	2 873	4 391

(1) Investies en OPCVM monétaires réguliers ou en certificats de dépôts bancaires à vue.

12. Variation des emprunts

	Début de l'exercice	Modification de périmètre	Autres mouvements	Variation juste valeur des instruments financiers	Augmentations	Diminutions	À la fin de la période
Emprunts non courants et partie à moins d'un an des emprunts non courants (I)	13 709	57	16	(88)	24	(1 481)	12 237
Découverts bancaires	145	-	82	-	-	-	227
Autres emprunts et dettes financières diverses	1 283	20	(126)	1	724	(128)	1 774
Emprunts et dettes financières diverses (II)	1 428	20	(44)	1	724	(128)	2 001
Emission et remboursement d'emprunts du Tableau des Flux de Trésorerie (I + II)					748	(1 609)	

13. Provisions

	Au début de l'exercice*	Variations de périmètre et change	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Autres mouvements	A la fin de la période
Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés	280	-	27	(19)	-	(2)	286
Provisions pour engagements de retraite	311	-	12	(8)	-	2	317
Provisions pour médailles du travail	31	-	-	-	-	-	31
Autres provisions non courantes	3	-	-	-	-	-	3
Provisions non courantes	625	-	39	(27)	-	-	637
Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés	39	-	-	-	-	-	39
Provisions pour pertes à terminaison	43	6	25	(23)	(2)	-	49
Provisions pour restructurations	20	-	1	(4)	(2)	-	15
Provisions pour risques immobiliers	-	-	-	-	-	-	0
Provisions pour garanties données	107	-	6	(10)	(2)	-	101
Provisions pour litiges et pénalités	89	(1)	10	(12)	(2)	(2)	82
Provisions pour engagements de retraite	16	-	-	-	-	(2)	14
Provisions pour médailles du travail	4	-	-	-	-	-	4
Provisions pour autres passifs	250	4	17	(33)	(11)	3	230
Provisions courantes	568	9	59	(82)	(19)	(1)	534

*Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IFRS15 "Reconnaissance du Chiffre d'Affaires"

Chacune des lignes de provisions courantes indiquées ci-avant est l'addition d'un certain nombre de litiges liés essentiellement aux contrats de construction qui, pris individuellement, sont de montants non significatifs. L'échéance de ces provisions, liées au cycle d'exploitation, est généralement inférieure à un an. Aucun montant en remboursement n'est attendu.

14. Instruments de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture de taux d'intérêts avec pour objectif de réduire l'exposition des emprunts, contractés à taux variable, à une variation des taux d'intérêts.

Ces instruments font l'objet d'une documentation justifiant la relation de couverture et son efficacité.

Le Groupe exerce quasi exclusivement son activité dans la zone euro. En conséquence, l'évolution des cours de monnaies différentes de l'euro n'a que peu d'impact sur les états financiers.

15. Transaction avec les parties liées

La nature des transactions avec les parties liées n'a pas évolué par rapport à celles décrites dans la note 11 des notes aux comptes consolidés du rapport annuel 2017.

16. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée sur la base de la meilleure estimation du taux moyen attendu pour l'exercice annuel. Ce taux moyen attendu prend en compte la diversité géographique du Groupe.

17. Litiges – Arbitrages – Autres engagements

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges. Les affaires décrites ci-après ont fait l'objet, si nécessaire, de provisions considérées comme suffisantes en l'état actuel des dossiers.

De par son activité routière, le Groupe utilise des produits issus de l'industrie pétrolière pour la fabrication de ses matériaux.

A ce titre, ainsi qu'en raison de l'utilisation de sites industriels anciens, le Groupe est susceptible d'être recherché au titre d'éventuelles pollutions environnementales.

L'activité du Groupe liée à la construction d'ensembles immobiliers peut entraîner des risques de malfaçons dont la durée de révélation peut aller jusqu'à dix années et dont les coûts de réparation peuvent être significatifs. A ce titre, le Groupe est, au-delà de franchises, couvert par des contrats d'assurance décennale. Les provisions nécessaires ont été constituées et le Groupe n'attend pas de conséquence significative.

Concernant le contentieux avec la Métropole Européenne de Lille à propos du stade Pierre-Mauroy, aucune évolution n'est à constater sur le 1^{er} semestre 2018.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

18. Synthèse des impacts du changement de méthode suite à l'application d'IFRS15

Bilan	En millions d'euros					
	01/01/2017			31/12/2017		
Actif	Publié	IFRS 15	Retraité	Publié	IFRS 15	Retraité
Actif non courant						
Immobilisations corporelles	1 585	-	1 585	1 649	-	1 649
Immeubles de placement	4	-	4	3	-	3
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	11 408	-	11 408	11 181	-	11 181
Goodwill	2 945	-	2 945	2 995	-	2 995
Autres immobilisations incorporelles	175	-	175	182	-	182
Participations dans les sociétés mises en équivalence	144	1	145	168	1	169
Actifs financiers sur accords de concession de services non courants	1 886	-	1 886	1 680	-	1 680
Autres actifs financiers	219	-	219	189	-	189
Impôts différés	274	(1)	273	240	(2)	238
Total actif non courant	18 640	-	18 640	18 287	(1)	18 286
Actif courant						
Stocks	728	20	748	777	(94)	683
Clients et autres débiteurs	4 292	-	4 292	4 977	-	4 977
Impôts courants	174	-	174	206	-	206
Actifs financiers sur accords de concession de services courants	19	-	19	50	-	50
Autres actifs	1 184	2	1 186	1 286	1	1 287
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 466	-	4 466	4 537	-	4 537
Total actif courant	10 863	22	10 885	11 833	(93)	11 740
Total de l'actif	29 503	22	29 525	30 120	(94)	30 026
Capitaux propres et passifs						
Capital	392	-	392	392	-	392
Réserves consolidées	3 012	2	3 014	3 507	2	3 509
Cumul des autres éléments du résultat global	(237)	-	(237)	(159)	-	(159)
Résultat de l'exercice	475	-	475	545	3	548
Capitaux propres part du Groupe	3 642	2	3 644	4 285	5	4 290
Participations ne donnant pas le contrôle	623	-	623	847	-	847
Total des capitaux propres	4 265	2	4 267	5 132	5	5 137
Passif non courant						
Emprunts	12 706	-	12 706	12 119	-	12 119
Impôts différés	984	-	984	881	-	881
Provisions non courantes	583	-	583	625	-	625
Autres passifs non courants	93	53	146	84	66	150
Total passif non courant	14 366	53	14 419	13 709	66	13 775
Passif courant						
Fournisseurs et autres créanciers	3 041	(6)	3 035	3 289	(11)	3 278
Emprunts et dettes financières diverses	1 685	-	1 685	1 428	-	1 428
Partie à moins d'un an des emprunts non courants	1 716	-	1 716	1 590	-	1 590
Dettes d'impôt sur le résultat	144	-	144	131	-	131
Provisions courantes	573	(48)	525	625	(56)	569
Autres passifs	3 713	21	3 734	4 216	(98)	4 118
Total passif courant	10 872	(33)	10 839	11 279	(165)	11 114
Total des capitaux propres et passifs	29 503	22	29 525	30 120	(94)	30 026

Compte de résultat

En millions d'euros

	30/06/2017			31/12/2017		
	Publié	IFRS 15	Retraité	Publié	IFRS 15	Retraité
Produit des activités opérationnelles	7 138	(4)	7 134	15 263	105	15 368
Autres produits de l'activité	1	-	1	5	-	5
Achats consommés	(1 299)	-	(1 299)	(2 803)	-	(2 803)
Charges de personnel	(1 663)	-	(1 663)	(3 287)	-	(3 287)
Charges externes	(2 932)	1	(2 931)	(6 186)	4	(6 182)
Impôts et taxes	(197)	-	(197)	(460)	-	(460)
Dotations aux amortissements	(411)	-	(411)	(836)	-	(836)
Dotations aux provisions (nettes de reprises)	(24)	6	(18)	(109)	9	(100)
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis	47	(6)	41	80	(115)	(35)
Autres produits et charges d'exploitation	67	1	68	62	-	62
Résultat opérationnel courant	727	(2)	725	1 729	3	1 732
Autres produits et charges opérationnels	(24)	-	(24)	(56)	-	(56)
Résultat opérationnel	703	(2)	701	1 673	3	1 676
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	8	-	8	16	-	16
Coût de l'endettement financier brut	(255)	-	(255)	(506)	-	(506)
Coût de l'endettement financier net	(247)	-	(247)	(490)	0	(490)
Autres produits et charges financiers	(7)	-	(7)	(20)	-	(20)
QP du résultat des sociétés mises en équivalence	2	-	2	4	1	5
Impôt sur le résultat	(143)	1	(142)	(335)	(1)	(336)
Résultat net	308	(1)	307	832	3	835
- Part du Groupe	174	(1)	173	545	3	548
- Participations ne donnant pas le contrôle	134	-	134	287	-	287
Résultat net part du Groupe hors ajustement des impôts différés	174	(1)	173	512	3	515

Etat du résultat global

En millions d'euros

	30/06/2017			31/12/2017		
	Publié	IFRS 15	Retraité	Publié	IFRS 15	Retraité
Résultat net	308	(1)	307	832	3	835
Éléments non recyclables en résultat net						
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies	-	-	-	(9)	-	(9)
Impôt sur éléments non recyclables	-	-	-	3	-	3
Quote-part des gains et pertes sur éléments non recyclables des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Éléments recyclables en résultat net						
Ecart de conversion	3	-	3	3	-	3
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	95	-	95	193	-	193
Impôts sur éléments recyclables	(32)	-	(32)	(66)	-	(66)
Quote-part des gains et pertes sur éléments recyclables des sociétés mises en équivalence	10	-	10	9	-	9
Autres éléments du résultat global	76	-	76	133	-	133
Résultat global	384	(1)	383	965	3	968
- Part du groupe	221	(1)	220	623	3	626
- Participations ne donnant pas le contrôle	163	-	163	342	-	342

Tableau des flux de trésorerie

En millions d'euros

	30/06/2017			31/12/2017		
	Publié	IFRS15	Retraité	Publié	IFRS15	Retraité
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	4 319	-	4 319	4 319	-	4 319
Incidence des variations de cours des devises	-	-	-	(1)	-	(1)
Trésorerie d'ouverture corrigée	4 319	-	4 319	4 318	-	4 318
Résultat net	308	(1)	307	832	3	835
Résultat des sociétés mises en équivalence	(2)	-	(2)	(4)	(1)	(5)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	8	-	8	9	-	9
Dotations aux amortissements	368	-	368	754	-	754
Dotations nettes aux provisions	19	(6)	13	97	(8)	89
Autres résultats sans effet sur la trésorerie	5	-	5	14	-	14
Résultat sur cessions	(8)	-	(8)	(17)	-	(17)
Autofinancement	698	(7)	691	1 685	(6)	1 679
Charge nette d'intérêts	236	-	236	473	-	473
Intérêts versés	(373)	-	(373)	(537)	-	(537)
Charge d'impôt sur le résultat	143	(1)	142	335	1	336
Impôt sur le résultat payé	(290)	-	(290)	(518)	-	(518)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(440)	8	(432)	(104)	5	(99)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (I)	(26)	-	(26)	1 334	-	1 334
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(127)	-	(127)	(304)	-	(304)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles du domaine concédé	(134)	-	(134)	(291)	-	(291)
Acquisitions d'immobilisations financières	(162)	-	(162)	(194)	-	(194)
Cessions et diminutions d'immobilisations	43	-	43	190	-	190
Investissements opérationnels nets	(380)	-	(380)	(599)	-	(599)
Acquisitions de titres de participation	(25)	-	(25)	(59)	-	(59)
Cessions de titres de participation et d'actifs correspondants	1	-	1	10	-	10
Trésorerie des entités acquises/cédées	1	-	1	50	-	50
Investissements financiers nets	(23)	-	(23)	1	-	1
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (II)	(403)	-	(403)	(598)	-	(598)
Dividendes versés aux actionnaires	(145)	-	(145)	(265)	-	(265)
Augmentation de capital	161	-	161	161	-	161
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires	-	-	-	(4)	-	(4)
Rachats et ventes d'actions propres	8	-	8	(15)	-	(15)
Remboursement d'emprunts	(1 748)	-	(1 748)	(2 248)	-	(2 248)
Emission d'emprunts	953	-	953	1 708	-	1 708
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (III)	(771)	-	(771)	(663)	-	(663)
Variation de trésorerie (I + II + III)	(1 200)	-	(1 200)	73	-	73
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 119	-	3 119	4 391	-	4 391

19. Evénements postérieurs à la clôture

Le Groupe n'a pas eu connaissance d'événements particuliers entre le 30 juin 2018 et le 29 août 2018, date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration, nécessitant une information complémentaire.

IV. Rapport des Commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société EIFFAGE, relatifs à la période du 1er janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 3. « Principes et méthodes comptables appliqués aux comptes intermédiaires résumés et normes utilisées » qui expose les nouvelles normes, amendements et interprétations applicables au 1er janvier 2018 et en particulier les normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- la note 18. « Synthèse des impacts du changement de méthode suite à l'application d'IFRS 15 » qui expose les principaux impacts de la première application de la norme IFRS 15 sur les comptes publiés des périodes comparatives.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 29 août 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit IS

Yan Ricaud

Baudouin Griton